

dépendra de ce que veulent les provinces. J'ai proposé un programme . . .

Mme le Président: A l'ordre.

[Français]

M. La Salle: Madame le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au ministre de l'Agriculture. Je ne lui ai pas demandé ce que le gouvernement avait fait pour les agriculteurs, nous le savons, je lui ai demandé tout simplement s'il était disposé à demander aux institutions bancaires actuellement . . . Les trois partis à la Chambre ont accepté unanimement, la semaine dernière, de déférer le projet de loi C-653 au comité, pour faire des recommandations au gouvernement visant à aider les agriculteurs aux prises avec la possibilité de faire faillite. Ceux-ci ont donc besoin que les banquiers sachent bien que le gouvernement et le Parlement sont disposés à faire des propositions nouvelles afin de les aider à traverser cette période difficile, compte tenu du besoin ayant trait à l'achat de grains de semence et ainsi de suite, alors que la banque ne veut plus leur avancer de fonds. Étant donné les circonstances ainsi que le désir unanime que la Chambre a manifesté la semaine dernière à l'occasion du débat sur le projet de loi C-653, est-ce que le ministre pourrait demander au moins aux banques d'être beaucoup moins rigides à l'égard des agriculteurs dans la réclamation des montants dus, parce que le gouvernement, j'en conviens, a décidé de vouloir apporter de nouvelles propositions. Je ne demande pas quelles seront les propositions, mais est-ce que . . .

Mme le Président: A l'ordre!

[Traduction]

M. Whelan: Madame le Président, le député sait que j'appuie ce projet de loi. J'espère que son parti jugera bon de l'adopter rapidement à l'étape du comité, afin qu'il prenne force de loi.

Je tiens également à dire au député que si son gouvernement n'avait pas fait disparaître la loi ou le programme que j'avais prévu pour protéger le revenu des agriculteurs—son critique agricole a d'ailleurs déclaré au comité permanent l'autre jour qu'il était trop généreux et trop coûteux—nous n'aurions eu aucune faillite agricole à déplorer.

* * *

LES ARMES NUCLÉAIRES

LA POSITION DU CANADA EN CE QUI CONCERNE LES
NÉGOCIATIONS SUR LE CONTRÔLE DE L'ARMEMENT À GENÈVE

M. Douglas Roche (Edmonton-Sud): Madame le Président, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Elle a trait à la visite cette semaine du vice-président des États-Unis, M. Bush. Le gouvernement fédéral présentera-t-il au vice-président des propositions qui pourraient contribuer avec réalisme aux négociations sur les armes nucléaires à Genève en vue de trouver une solution acceptable à ce problème qui préoccupe vivement le monde entier?

Questions orales

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, le premier ministre et moi-même avons l'intention d'avoir des entretiens avec le vice-président. Parmi les questions traitées se trouveront assurément la situation du contrôle de l'armement et les négociations actuellement en cours à Genève. Nous espérons exprimer au vice-président l'espoir que ces négociations seront couronnées de succès. En outre, nous lui communiquerons nos vues au sujet de diverses propositions rendues publiques à propos de ces négociations.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE ZIMBABWE—LE RESPECT DES DROITS DE LA PERSONNE

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Madame le Président, ma question s'adresse au même ministre. Les observateurs s'inquiètent de plus en plus de l'évolution de la situation créée par l'entente de Lancaster House et l'indépendance du Zimbabwe. Il y a maintenant près d'un an que j'ai écrit au ministre à propos de ce qui se passe là-bas. Dans sa dernière lettre datée d'il y a environ un mois, le ministre affirme qu'en général on considère que le système judiciaire fonctionne maintenant conformément aux exigences constitutionnelles et que les droits de la personne sont beaucoup mieux respectés depuis que le Zimbabwe a obtenu son indépendance. Étant donné les nouvelles publiées récemment, le ministre maintient-il cette affirmation?

• (1500)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, ce qui s'est passé récemment au Zimbabwe nous inquiète beaucoup et nous avons fait part de nos préoccupations au gouvernement et aux autorités du Zimbabwe. Un membre de l'administration du Zimbabwe était à Ottawa récemment et nous lui avons personnellement fait connaître nos sujets de préoccupations. Bien entendu, ma lettre avait trait à ce qui s'est passé depuis l'accession à l'indépendance et l'arrivée au pouvoir du gouvernement et ne portait pas sur les événements tout à fait récents qui préoccupent énormément le Canada et d'autres pays.

Mme le Président: Je voudrais simplement signaler au député de Surrey-White Rock-Delta-Nord (M. Friesen) que je ne vois pas comment il peut dire que la question qu'il vient de poser découle de celle du député d'Edmonton-Sud (M. Roche).

Une voix: C'est parce qu'elle avait trait aux Affaires extérieures.

Mme le Président: Le stratagème du député a porté fruit cette fois-ci, mais il ne marchera pas à tous les coups.

Des voix: Quelle honte!

Des voix: Oh, oh!